

## États membres et pays candidats UE: Chronologie des accords d'association et d'adhésion aux CE/à l'UE

**Légende:** Tableau chronologique sur les États membres et les pays candidats de l'Union européenne montrant la date des accords préalables à l'adhésion (accords d'association ou "européens") ainsi que des différents stades de la procédure d'admission.

**Source:** CVCE.

**Copyright:** (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/etats\\_membres\\_et\\_pays\\_candidats\\_ue\\_chronologie\\_des\\_accords\\_d\\_association\\_et\\_d\\_adhesion\\_aux\\_ce\\_a\\_l\\_ue-fr-9c983946-eado-4021-8098-5c4d7aa8242c.html](http://www.cvce.eu/obj/etats_membres_et_pays_candidats_ue_chronologie_des_accords_d_association_et_d_adhesion_aux_ce_a_l_ue-fr-9c983946-eado-4021-8098-5c4d7aa8242c.html)

**Date de dernière mise à jour:** 08/07/2016



## États membres et pays candidats: Chronologie des accords d'association ou d'adhésion aux CE/à l'UE

	Accord d'association ou "européen" (Art 310 CE)	Demande d'adhésion	Ouverture des négociations d'adhésion	Clôture des négociations d'adhésion	Signature du traité d'adhésion	Référendums sur l'adhésion dans les pays adhérents (*)	Adhésion	Divers
1959	Demandes d'association: - Grèce (juin); - Turquie (juillet) (début des négociations en septembre)							
1961	Grèce (juillet, entré en vigueur novembre 1962)	Irlande (juillet); Royaume-Uni, Danemark (août)	Royaume-Uni, Irlande, Danemark (octobre)					
1962	Demande d'association: Espagne (février) (sans suite)	Norvège (avril)						
1963	Turquie (accord d'Ankara) (septembre, entré en vigueur décembre 1964)		Royaume-Uni, Irlande, Danemark: suspension des négociations (janvier)					Premier veto du président français Charles de Gaulle à l'entrée du Royaume-Uni (janvier)
1967		Royaume-Uni, Irlande, Danemark (2ème demande); Norvège						Second veto de Charles de Gaulle à l'entrée du Royaume-Uni (novembre)
1970	Malte (décembre,		Royaume-Uni,					

	entré en vigueur avril 1971)		Irlande, Danemark, Norvège (juin)					
1972	Chypre (décembre, entré en vigueur juin 1973)			Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Norvège (janvier)	Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Norvège (janvier)	Norvège (septembre) = non; Irlande (mai), Danemark (octobre) = oui		
1973							Royaume-Uni, Danemark, Irlande (janvier)	
1974								Royaume-Uni: demande de renégociation du traité d'adhésion
1975		Grèce (juin)						Royaume-Uni: référendum sur son maintien dans les CE = oui (juin)
1976			Grèce (juillet)					
1977		Portugal (mars), Espagne (juillet)						
1978			Portugal (juin)					
1979			Espagne (février)	Grèce (mai)	Grèce (mai)			
1981							Grèce (janvier)	
1982								Le Groenland (appartenant aux CE en tant que partie du DK) opte dans un référendum pour le retrait (février)

1985		Maroc (rejetée en 1987)		Portugal, Espagne (mars)	Portugal, Espagne (juin)			Le Groenland quitte les CE, demeure associé en tant que territoire d'outre-mer (février)
1986							Portugal, Espagne (janvier)	
1987		Turquie (avril)						
1989		Autriche (juillet)						
1990		Chypre, Malte (juillet)						Réunification allemande: les "Länder" de l'ancienne Allemagne de l'Est intègrent les CE (octobre)
1991	Accords européens avec Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie (décembre, entrés en vigueur février 1994);	Suède (juillet)						
1992		Finlande (mars); Suisse (mai) (en suspens); Norvège (novembre)						
1993	Accords européens avec Roumanie (février); Bulgarie		Autriche, Finlande, Suède (février); Norvège					

	(mars); Slovaquie, République tchèque (octobre)		(avril)					
1994		Hongrie (mars), Pologne (avril)		Autriche, Finlande, Norvège, Suède (mars)	Autriche, Finlande, Norvège, Suède (juin)	Autriche (juin) = oui, Finlande (octobre) = oui, Suède (novembre) = oui; Norvège (novembre) = non		
1995	- Entrée en vigueur accords européens avec Bulgarie, Roumanie, Slovaquie et République tchèque (février) - Accords européens avec Estonie, Lettonie, Lituanie (juin)	Roumanie, Slovaquie (juin); Lettonie (octobre); Estonie (novembre); Lituanie, Bulgarie (décembre)					Autriche, Finlande, Suède (janvier)	
1996	- Entrée en vigueur de l'union douanière avec Turquie (janvier) - Accord européen avec Slovénie (juin)	République tchèque (janvier), Slovénie (juin)						
1998	Entrée en vigueur accords européens avec Estonie, Lettonie et Lituanie	Malte (réactivation après suspension)	Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Pologne,					

	(février)		Slovénie (mars) (groupe de Luxembourg)					
1999	Entrée en vigueur accord européen avec Slovénie (février)	Reconnaissance de la Turquie comme pays candidat (décembre)						
2000			Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Malte, Roumanie, Slovaquie (janvier) (groupe de Helsinki)					
2001	ASA avec Croatie (octobre)							
2002				Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Pologne, Slovénie, Lettonie, Lituanie, Malte, Slovaquie (décembre)				
2003		Croatie (février)			Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Pologne, Slovénie, Lettonie, Lituanie, Malte, Slovaquie (avril)	Malte, Slovénie (mars), Hongrie (avril), Lituanie, Slovaquie (mai), Pologne, République tchèque (juin), Estonie, Lettonie		

						(septembre)		
2004	Entrée en vigueur ASA avec ex-république yougoslave de Macédoine (avril)	Ex-république yougoslave de Macédoine (mars); Reconnaissance de la Croatie comme pays candidat (juin)		Bulgarie (juin); Roumanie (décembre)			Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Pologne, Slovénie, Lettonie, Lituanie, Malte, Slovaquie (mai)	
2005	Entrée en vigueur ASA avec Croatie (février)	Reconnaissance de l'ex-république yougoslave de Macédoine comme pays candidat (décembre)	Croatie, Turquie (octobre)		Bulgarie, Roumanie (avril)			
2007							Bulgarie, Roumanie (janvier)	
<p>(*) Après avoir été signé, le traité d'adhésion doit être ratifié par tous les États membres et par tous les États adhérents conformément à leurs règles constitutionnelles. Sauf référendum indiqué dans les pays adhérents, il s'agit d'une procédure parlementaire de ratification. ASA = accord de stabilisation et d'association</p>								